



Pour nourrir le Sénégal,
**misons sur les exploitations
familiales et appuyons les!**

Actualités du CNCR | Novembre 2017

Le CNCR facilite le dialogue sur le foncier entre populations locales et investisseurs dans la zone sylvo pastorale.



Le CNCR a effectué une mission de partage et d'expérimentation de sa grille d'analyse des projets d'investissement à incidences foncières **du 25 au 27 Octobre** dans la zone sylvo pastorale (département de Linguère au nord du Sénégal). Cette mission avait pour cibles l'entreprise Asiyla Gomme et le Programme des Domaines Agricoles Communautaires (PRODAC)

Un tel déplacement a permis d'évaluer le niveau d'occupation du sol par les projets ciblés et l'appréciation des populations. Elle a démarré par des visites de sites et des rencontres avec des acteurs locaux notamment des chefs de villages, des présidents d'unités pastorales, des présidents ASUFOR dans les localités de Ouarkhokh, Kamb et de Thiarny où est implantée Asiyla, une entreprise qui s'active dans la production de gomme arabique et qui occupe près de 20.000 hectares dans la zone. L'équipe technique envoyée par le CNCR s'est également rendue dans le village de Wendou Beuy et la commune de Dodji où est prévue l'installation d'un domaine agricole communautaire avec une attribution de 1000 hectares de terres au PRODAC.

Ces deux projets font l'objet de conflits entre les populations, les élus locaux et les acteurs étatiques. La mission du CNCR a permis de regrouper tous les acteurs (éleveurs, agriculteurs, élus locaux, services techniques étatiques, autorités déconcentrées) autour d'une table pour dialoguer et trouver des solutions. C'est ainsi que la grille d'analyse conçue par le CNCR dans le cadre du projet de renforcement de la diffusion et de l'opérationnalisation des directives volontaires de la FAO a permis de sensibiliser les différentes parties prenantes sur les modalités d'implantation des investisseurs et sur leurs relations qui doivent exister avec les

populations pour une stabilité sociale. Ainsi, durant deux jours d'atelier sous la présidence du préfet et en la présence des représentants du PRODAC et de Asiyla Gomme, un début de dialogue a été enclenché et le CNCR s'est engagé à être un des facilitateurs et à assurer le suivi des différents engagements pour une stabilité sociale dans cette zone.

CNCR et UPA-DI en partenariat pour la professionnalisation des systèmes collectifs de mise en marché des produits agricoles au Sénégal

Dans le cadre du programme «Les Savoirs des gens de la terre (LSGT)», le Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR) en partenariat avec UPA-DI s'engage dans la professionnalisation des systèmes collectifs de mise en marché des produits agricoles au Sénégal.



C'est ainsi qu'un atelier d'échange a été tenu du 31 octobre au 2 novembre

2017 à Dakar. Cette rencontre constitue un prolongement de l'atelier de novembre 2016 qui a permis de faire le portrait des expériences de systèmes de mise en marché au sein des organisations membres du CNCR. Elle a été mise à profit pour approfondir la question en s'appuyant sur une analyse des problématiques transversales des systèmes de mise en marché développés par les organisations paysannes (OP). Par ailleurs, une tournée a été faite auprès des six filières ciblées (aviculture, arachide, banane, tomate industrielle, oignon, riz), ce qui avait permis de recueillir les avancées enregistrées et les nouveaux défis des filières.

Par conséquent, à partir de l'analyse des expériences des OP en matière de mise en marché collective de produits agricoles, l'atelier a permis d'avancer sur des mécanismes à développer pour une professionnalisation des systèmes collectifs de mise en marché des produits agricoles au Sénégal.

Le CRAFS interpelle le Chef de l'Etat sur la suite à donner à la Réforme Foncière



Le Cadre de Réflexion et d'Action sur le Foncier au Sénégal (CRAFS) a organisé les 3 et 4 Novembre 2017 un atelier à Thiès qui a réuni plus d'une centaine de participants venant des 14 régions du Sénégal. Durant 2 jours de concertation, le CRAFS a analysé le contexte de la gouvernance foncière et a fait l'évaluation de sa participation au processus de réforme, aussi des

communications sur les expériences de réformes foncières d'autres pays africains ont été faites. À l'issue de cette rencontre, le CRAFS a regretté dans une déclaration lue

devant les journalistes la léthargie du processus de réforme foncière observée depuis la remise du document de politique foncière au Président de la République.

Les membres du CRAFS ont par ailleurs considéré que la dissolution de la CNRF par décret du 16 Mai 2017 plonge le processus de réforme dans une incertitude profonde alors que les problèmes de gouvernance foncière sont toujours d'actualité et s'accroissent davantage dans notre pays. Fidèle à son rôle de veille et d'alerte pour une politique foncière inclusive et aboutie, le CRAFS a réaffirmé aux autorités étatiques et à l'opinion publique nationale et internationale la nécessité de parachever le processus de réforme foncière afin de promouvoir des dynamiques foncières respectueuses des droits légitimes des communautés locales et des groupes vulnérables et garantes d'un développement économique inclusif et durable.

Le CRAFS s'engage à remobiliser tous les acteurs et l'ensemble de la population autour de cette problématique foncière et s'est ainsi dotée d'une nouvelle feuille de route tenant compte des résultats de son auto-évaluation et de l'expérience des autres pays pour mener à bien son plaidoyer.

Processus de finalisation des propositions du Groupe de Dialogue Social et Politique dans le cadre de la formulation du PNIASAN au Sénégal

Sous l'impulsion du CNCR, les membres du groupe de dialogue social et politique (GDSP) se sont réunis les 10 et 11 novembre au siège du CNCR pour finaliser les propositions paysannes et de la société civile dans le cadre du processus de formulation du Programme National d'Investissement Agricole et de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN).



Cette rencontre a permis de revisiter les produits des ateliers de concertation et de faire la synthèse de toutes les propositions issues des six ateliers zonaux et thématiques. Un tel exercice a permis d'avancer significativement sur les propositions de la société civile qui vont faire l'objet de validation interne avant d'être partagées bientôt en atelier national.

Pour aboutir à cette étape de finalisation, il faut noter que beaucoup d'activités ont été menées, il s'agit de l'élaboration d'une note de cadrage et d'approche pour la construction des propositions, l'animation de cinq ateliers zonaux (Zones agro-écologiques) de concertations avec les acteurs ainsi que d'un atelier avec les jeunes et les femmes et parallèlement la participation à la retraite de rédaction du premier draft du document du PNIASAN.

Le GDSP est un espace d'implication des organisations paysannes et de la société civile présidé par le CNCR. C'est un cadre qui s'est créé à côté des décideurs publics pour échanger sur les politiques et programmes de développement agricole et rural au Sénégal depuis leur élaboration jusqu'à leur évaluation en passant par leur mise en œuvre.

Le CNCR valide sa stratégie paysanne de plaidoyer pour la promotion de la consommation des produits locaux.



Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans le Sahel (P2RS), le CNCR a organisé le 17 novembre à son siège un atelier de partage et de validation de la stratégie paysanne de plaidoyer pour la promotion de la consommation des produits locaux et de formulation d'une feuille de route pour la mise en œuvre de la stratégie. Cet atelier avait été précédé d'une rencontre de consultation du Collège des femmes du CNCR sur les orientations de la stratégie. Ont participé à cette rencontre, les membres du Collège des femmes du CNCR et les partenaires venant du P2RS et d'autres structures qui œuvrent pour la promotion des produits locaux et le renforcement du pouvoir économique des femmes.

Durant son exposé, le Consultant a montré toute l'importance de la transformation artisanale des produits locaux qui se chiffre à 80 %, comparée à la transformation industrielle qui est à seulement à moins de 20%.

Les femmes se sont fortement réjouies de ce programme qui selon elles, doit leur permettre de lever certaines contraintes auxquelles elles sont confrontées notamment les problèmes liés à l'emballage, à la pénétration du marché, à la formation et aux financements. Elles se sont également engagées auprès de la Présidente du Collège des femmes du CNCR à accompagner la mise en œuvre effective de ce programme au niveau national. Le représentant du P2RS Ibrahima Sall a quant à lui, félicité le CNCR qui a dégagé une très bonne stratégie en confiant ce programme aux femmes ; une option qui pourtant n'était pas prévue dans la Convention.

Le Programme de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans le Sahel (P2RS) est une initiative multinationale et concerne l'ensemble des pays membres du CILSS. Il s'exécutera en quatre projets de cinq ans. Pour atteindre ses objectifs, le P2RS a noué avec des acteurs clés du secteur agricole au niveau national comme régional et c'est dans ce cadre qu'une Convention est signée entre le ROPPA et le P2RS. Au Sénégal, cette Convention est mise en œuvre par le CNCR pour l'exécution des activités de communication et de promotion de la consommation de produits locaux.

Participation du CNCR à la concertation pour la formulation d'une stratégie de communication du ROPPA

Du 24 au 27 novembre à Ouagadougou au Burkina Faso, le CNCR a pris part à l'atelier de concertation des plateformes nationales pour la formulation d'une stratégie de communication du réseau des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'ouest (ROPPA). Cette rencontre a regroupé le Secrétariat Exécutif du ROPPA, les chargés de communication des différentes plateformes et des personnes ressources.

Elle a permis de présenter les outils de communication des différentes plateformes nationales, de faire un partage d'expérience en matière de veille, de collecte, de capitalisation et de diffusion des informations sur le développement rural, le renforcement de capacité sur l'utilisation des outils de communication etc. Par ailleurs, des travaux de groupes et panels ont été faits sur la valorisation du rapport 2015-2016 du ROPPA sur le suivi des Exploitations Familiales et sur le besoin de rendre visibles les autres chantiers du ROPPA. Partant de ce diagnostic, une ébauche de stratégie de communication a été élaborée.



Le ROPPA compte se doter d'un Plan de communication qui vise à renforcer la communication entre son Secrétariat Exécutif et ses plateformes nationales, à rendre visibles ses chantiers, à améliorer son image tant dans la région Ouest africaine, que dans le reste du monde et enfin à capitaliser et à mettre à l'échelle les expériences du Réseau.

Le CNCR dans la perspective d'une signature de Convention avec ISDL pour mieux renforcer la capacité de ses membres



En vue de mieux renforcer ses offres de services auprès de ses membres, le CNCR explore les opportunités de formation qui pourraient être utiles à ses membres en général et aux collèges des jeunes et des femmes en particulier.

Pour matérialiser cet engagement, Monsieur Marius Dia, Coordonnateur de la cellule d'appui technique du CNCR et

Alpha Omar Sow, Conseiller en gestion de projets et d'entreprises ont effectué des démarches en ce sens. C'est ainsi qu'ils ont eu une rencontre d'échanges avec l'Administrateur Général, le Directeur académique et les étudiants en gestion et exploitation agricole de l'institut Supérieur de Développement Local (ISDL). Un début de discussions qui est très prometteur d'autant plus que cette école a inscrit dans ses filières des volets qui intéressent bien le mouvement paysan.

À l'issue de leurs discussions, les deux parties ont convenu de proposer une modalité de partenariat qui permet au CNCR de faire bénéficier à ses membres des formations de qualité.

Les échos d'une jeunesse paysanne engagée

Après un mois d'octobre qui a été très intense en activités avec leur participation au Mali à la célébration des 10 ans du Centre d'Etude en Agro écologie de Nyeleni, le mois de novembre a été très riche en activités du côté du collège des jeunes du

CNCR. En effet, certains membres du collège ont effectué des voyages de travail et d'autres ont participé à des foras même en dehors du pays. En ce moment, Mademoiselle Awa Touré du Cadre de Concertation des Producteurs d'Arachide (CCPA) est en voyage d'étude au Canada pour quelque temps sur invitation de UPA DI, partenaire canadien avec qui le CNCR est en cours de réalisation du projet «Les savoirs des gens de la terre (LSGT)». Durant son séjour au Canada ce membre du collège des jeunes bénéficie de renforcement de capacité notamment sur l'agroalimentaire.



Au même moment, d'autres membres du collège participent à des rencontres internationales qui interpellent l'avenir de la jeunesse comme le 5^{ème} sommet Union Africaine-Union Européenne qui a lieu du 29 au 30 novembre à Abidjan. Durant cette rencontre la délégation du Collège des jeunes du CNCR s'est exprimée vigoureusement sur les préoccupations des jeunes notamment la question de l'emploi des jeunes et sur la politique migratoire. Comme bon nombre de leurs camarades africains, ils ont subi les affres de la police ivoirienne pour faire passer leurs messages aux chefs d'Etats.

Pour rappel, depuis le 12 octobre, les jeunes africains avaient mis en place un programme pour la jeunesse qui devrait être présenté aux dirigeants africains lors du sommet d'Abidjan. Ce programme pour la jeunesse formule des propositions concrètes dans six domaines prioritaires: Education et Compétences; Entreprises, création d'emplois et Esprit d'entreprise; Gouvernance et Inclusion politique; Paix et Sécurité; Culture, Sports et Arts; Environnement et Changement climatique.

Le dispositif régional de prévention des crises alimentaires conforte le CNCR dans son alerte aux autorités sur un risque d'insécurité alimentaire au nord du Sénégal



cette zone ayant entraîné une inexistence de pâturage et une absence de culture de décrue.

Le 13 Novembre dernier, le CNCR avait publié un communiqué de presse pour alerter sur un risque d'insécurité alimentaire au nord du Sénégal. Cette sortie médiatique du CNCR avait été relayée par les organes de presse nationaux et internationaux. Elle faisait suite à un suivi par le CNCR de la campagne agricole 2017-2018 qui a révélé un déficit pluviométrique dans

Le dispositif régional de prévention des crises alimentaires (PREGEC), réuni à Bamako du 27 au 29 novembre, a publié, à l'issue de ses travaux, un avis sur les résultats préliminaires de la campagne agropastorale. L'avis est intitulé : "Une fin de campagne mitigée dans le Sahel avec en perspective une soudure pastorale précoce et

très difficile dans la zone pastorale de la Mauritanie, du Sénégal, du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad".

Dans cette déclaration, on peut lire "la situation pastorale est très préoccupante. En raison des mauvaises conditions d'installation de la végétation et des pauses pluviométriques enregistrées, les productions fourragères restent très faibles et quasi inexistantes dans les grandes zones d'élevage en Mauritanie, au Nord Sénégal, au Sahel Burkinabè, à l'extrême nord-est du Tchad, à l'est du Niger et par endroits au Mali. Cette situation a déjà occasionné des départs importants des éleveurs et leurs troupeaux vers les zones d'accueil avec des risques de conflits. Cela laisse présager une soudure très précoce et des conditions très difficiles d'alimentation du bétail dans ces zones". Aussi, le PREGEC constate que "sur les marchés à bétail, les prix des bovins et des petits ruminants sont stables avec une tendance à la baisse par rapport à la moyenne quinquennale du fait des conditions pastorales difficiles et la faiblesse de la demande globale du bétail. Par conséquent, les termes de l'échange bétail/céréales sont en nette détérioration dans la région. Si rien n'est fait, cela pourrait entraîner une détérioration des moyens d'existence des ménages pauvres et très pauvres, principalement au niveau des pasteurs".

Au vu de ces constats, la réunion recommande aux Etats de faciliter la libre circulation des transhumants transfrontaliers et leurs troupeaux. À l'endroit des partenaires, le PREGEC suggère une intervention de la communauté internationale pour la mise en œuvre rapide des réponses pour la prévention des risques de crise pastorale. Par ailleurs, la réunion a convenu de proposer à la prochaine réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), du 4 au 6 décembre à Cotonou, une réunion spécifique sur la situation pastorale qui pourrait se tenir le 1er trimestre 2018.

Pour rappel, le CNCR avait insisté sur le sérieux de la situation et avait rappelé aux différentes parties prenantes l'importance d'agir dès maintenant pour éviter la catastrophe.

Lien du communiqué de presse du CNCR : <http://cncr.org/fr/publications/positions-du-cncr/communique-de-presse-risque-de-deficit-alimentaire-et-des-ressources>

En brèves – Participation du CNCR à d'autres activités

- Du 14 au 15 novembre à Sokone : Réunion Comité Technique du projet Solidagro-CNCR
- Du 15 au 21 novembre à Kaolack : 2e atelier volet IV Les Savoirs des Gens de la Terre (LSGT)
- Du 25 au 30 novembre à Bamako: 7e rencontre des directeurs et directrices des plateformes paysannes membres du ROPPA.